

# Climat, eau et développement



L'influence du changement climatique sur « notre » vie et celle de la population du Sud à travers les modifications dans le cycle de l'eau

# Contenu

Introduction .....	3
Notre climat change et influence le développement .....	4
Parviendrons-nous à conclure des accords internationaux ? .....	8
À vendre : de l'air cuit ? .....	10
Le cycle de l'eau .....	11
L'excès et le manque d'eau seront notre sort .....	12
Adaptation : la nécessité d'adaptation au changement .....	15
Atténuation : réduction des émissions .....	17
Gestion intégrée des ressources en eau, une excellente méthode pour l'adaptation ....	18
Conclusion : que devons-nous faire ? .....	20
Abréviations et explications .....	21
Lecture conseillée .....	23

## Colophon

Rédaction : Eva Maes, Marlies Messiaen, Marc Despiegelaere

Traduction : Ingrid Sauvenée-De Man

Rédaction définitive : Liesbeth De Baere

Mise en page : Lut Mathys

Éditeur : PROTOS asbl

[www.protosh2o.org](http://www.protosh2o.org)

juillet 2011

Ce brochure existe aussi en Néerlandais : "Klimaat, water en ontwikkeling - Hoe de klimaatverandering ons leven en dat van de mensen in het Zuiden beïnvloedt door de wijzigingen in de waterhuishouding".





Bénin, inondations 2010.

## Introduction

L'ignorons-nous toujours ?

Pouvons-nous encore l'ignorer ?

Voulons-nous encore l'ignorer ?

Avons-nous encore le droit de l'ignorer ?

Le réchauffement climatique est en hausse constante. Le climat change. Notre manque d'action urgente et radicale pourrait provoquer une accélération incontrôlable du système.

Dans le Nord, les incidences du changement climatique sont d'ores et déjà bien réelles, mais elles sont encore plus concrètes et plus sévères dans les pays en voie de développement.

Les zones climatiques et leurs maladies spécifiques telles que le paludisme se déplacent, la biodiversité disparaît, la sécurité alimentaire est en danger, des réfugiés climatiques doivent être accueillis ...

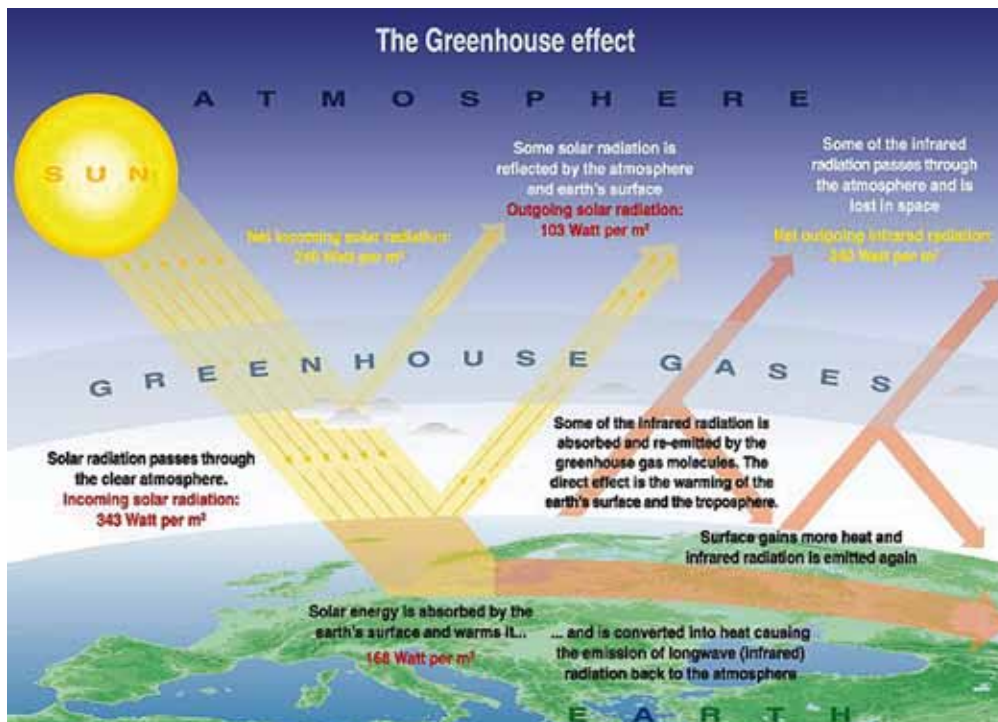
Les conséquences du changement climatique sont d'abord et surtout tangibles à travers le cycle de l'eau. L'eau fait partie intégrante de notre vie quotidienne et est « la source de toute vie ». Mais, l'eau est aussi une menace.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau est une méthode excellente pour s'adapter aux conséquences du changement climatique.

Certes, il est absolument indispensable de gérer les conséquences, mais ce n'est pas la priorité.

**Les causes doivent être enrayerées.**

## Notre climat ...

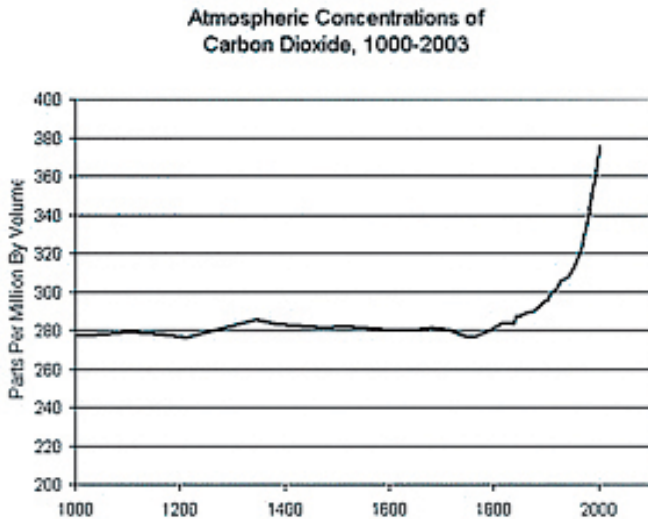


L'effet de serre.

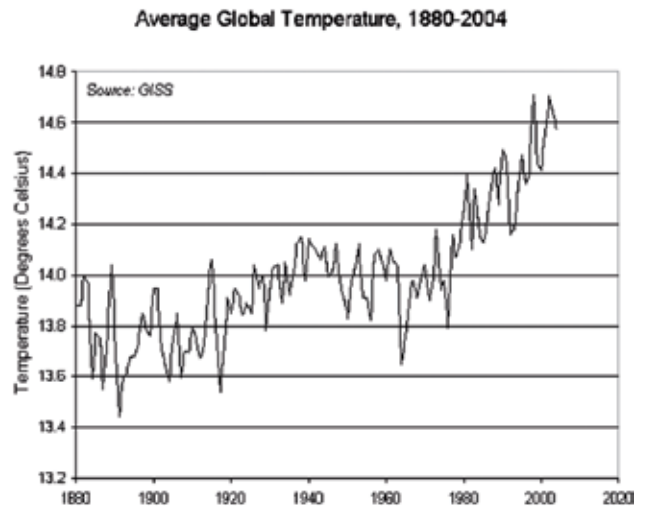
L'atmosphère est une enveloppe gazeuse qui entoure la Terre. Sans elle, la Terre serait invivable. L'atmosphère nous permet de respirer, nous protège contre les rayons dangereux du soleil et nous réchauffe.

Ce processus naturel s'appelle l'effet de serre. La Terre reçoit de l'énergie du Soleil et l'absorbe; elle ne la fait pas échapper entièrement. Certains gaz dans l'atmosphère retiennent temporairement le rayonnement solaire. Les principaux gaz sont la vapeur d'eau (H<sub>2</sub>O), le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>), le protoxyde d'azote ou l'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O) et quelques gaz contenant du fluor. Une partie de la chaleur réémise par ces gaz est renvoyée vers l'espace et une autre partie vers la Terre. Ainsi, une partie de l'énergie solaire reste bloquée autour de la Terre. L'atmosphère permet un équilibre entre l'énergie entrante et l'énergie réémise. C'est l'effet de serre naturel dû à la présence de gaz à effet de serre. Sans ces gaz, la température sur Terre chuterait d'environ 30°C.

## ... change ...



Concentration de CO<sub>2</sub> pendant les derniers siècles.



Température moyenne depuis 1880.

Depuis la révolution industrielle au début du 19<sup>e</sup> siècle l'homme perturbe cet équilibre naturel. Des combustibles fossiles sont utilisés pour notre industrie, le chauffage, les déplacements et les sources d'énergie, provoquant une augmentation de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.

La population mondiale a connu les deux derniers siècles aussi une énorme croissance nécessitant une production alimentaire accrue qui génère une agriculture plus intensive émettant entre autres du méthane. On procède à l'abattage des forêts pour créer des champs agricoles. Par conséquent, ces forêts ne peuvent plus absorber du CO<sub>2</sub>. À ces endroits dégagés, on pratique la monoculture qui exige l'utilisation intensive d'engrais artificiels et de pesticides, libérant du N<sub>2</sub>O.

Tous ces changements dans notre cadre de vie et l'augmentation des gaz à effet de serre créent un blocage de la chaleur autour de la Terre. Ainsi, on a constaté au cours du dernier siècle une augmentation de la température de presque 1°C. Plus il fait chaud, plus l'eau s'évapore. Cela provoque à nouveau des émissions de gaz à effet de serre.

Toutes ces évolutions nous conduisent vers un réchauffement planétaire toujours croissant avec des conséquences dévastatrices si nous n'agissons pas. Et surtout, si le permafrost dégelait lui aussi.

Mais, nous pouvons peut-être inverser cette tendance et réfléchir à nos achats, nos aliments, nos voyages et notre façon de vivre et d'habiter.

## ... et influence le développement

En 2000, tous les États membres des Nations Unies ont signé la déclaration millénaire, promettant d'atteindre pour 2015 les 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Les chefs d'État des pays développés promettaient déjà en 2002 d'attribuer 0,7% du PNB à la coopération au développement. Aujourd'hui, la plupart des pays n'ont pas encore réalisé cet objectif.

2015 approche et il s'avère que nous ne réaliserons pas tous les objectifs de développement fixés. Le changement climatique lui aussi nous empêche d'avancer.

Afin d'atteindre réellement les objectifs fixés, des efforts supplémentaires sont nécessaires. Le changement climatique a surtout été provoqué par les évolutions rapides des pays développés. Les pays du Sud subissent néanmoins les principaux effets néfastes du changement climatique et sont beaucoup plus vulnérables aux conséquences.

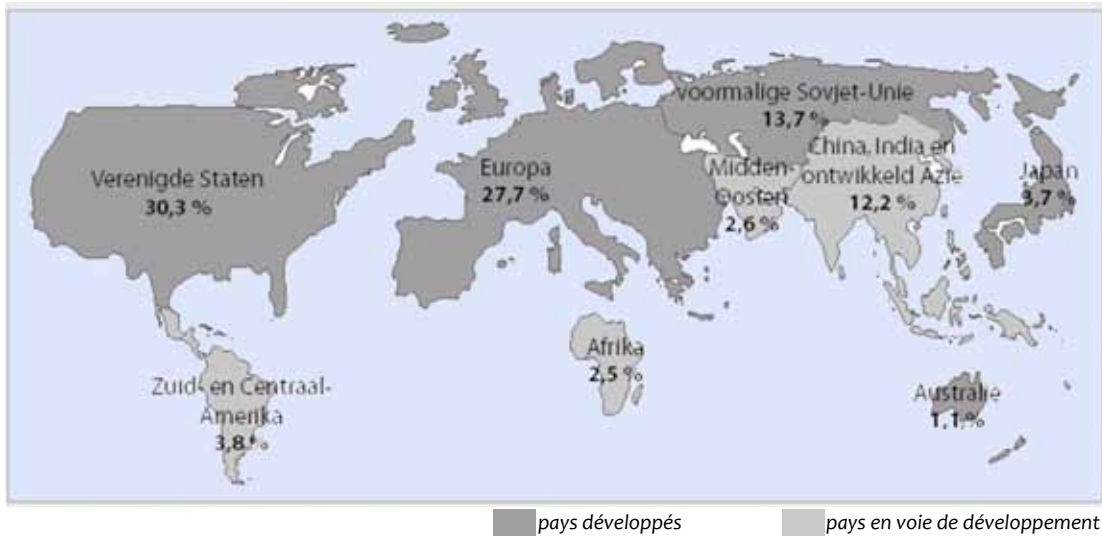
L'argent destiné à la coopération au développement ne doit pas servir à la lutte contre le changement climatique. Des moyens supplémentaires sont nécessaires à cet effet. C'est le principe de l'additionnalité. Il doit permettre aux pays en voie de développement de renforcer leur capacité d'adaptation et de se rendre donc moins vulnérables. De plus, les pays en voie de développement doivent pouvoir réaliser un développement sobre en carbone.

<b>• OMD 1</b>	
bannir la famine du monde	de mauvaises récoltes causées par la sécheresse ou les inondations, dommages causés aux habitations par des catastrophes
<b>• OMD 2</b>	
assurer un enseignement élémentaire à tout le monde	les enfants doivent gagner de l'argent ou aller chercher de l'eau, et sont plus souvent malades
<b>• OMD 3</b>	
promouvoir l'égalité entre hommes et femmes	les femmes doivent s'investir davantage pour chercher de la nourriture, de l'eau, du bois à brûler, ...
<b>• OMD 4</b>	
diminuer le taux de mortalité des enfants	augmentation de maladies provoquées par l'air et l'eau pollués, le manque de nourriture
<b>• OMD 5</b>	
améliorer la santé des mères	la qualité et la quantité de l'eau potable baissent
<b>• OMD 6</b>	
lutter contre les maladies, telles que le VIH/sida et le paludisme	les maladies se propagent vers d'autres régions où les gens sont encore plus vulnérables
<b>• OMD 7</b>	
protéger un cadre de vie durable	la biodiversité diminue, les écosystèmes sont bouleversés, le manque d'eau
<b>• OMD 8</b>	
créer une coopération mondiale au développement	l'écart entre le Nord et le Sud se creuse davantage

*Les Objectifs du Millénaire pour le Développement par rapport à des exemples sur les effets du changement climatique.*

# Parviendrons-nous à conclure des accords internationaux ?

Pour remédier à toutes ces conséquences négatives, un engagement international s'impose. C'est certes plus facile de le dire que de le réaliser. Depuis la fin des années '80, on essaie de fixer des accords précis. C'est un processus difficile qui implique beaucoup d'argent et des intérêts différents.



Les superficies sont dans un rapport aux émissions de CO<sub>2</sub> par la combustion des combustibles fossiles, 1990-1999. (Source: World Resource Institute, [www.wri.org](http://www.wri.org)).

Beaucoup de pays, aux histoires diverses, sont concernés par les négociations. Les pays développés ont plus de capacité à collaborer que les pays en voie de développement. Ils peuvent facilement investir pour se préparer et s'adapter au changement climatique et participer davantage à la lutte mondiale contre le changement climatique. Par ailleurs, les pays industrialisés ont une plus grande part de responsabilité dans le développement du changement climatique. Il y a les pays développés, les pays en voie de développement, mais aussi un certain nombre de pays en pleine croissance économique, « les pays émergents » tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et de nombreux pays pétroliers. Il n'est pas très évident de déterminer des règles pour ces pays.



Le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a été créé pour évaluer les risques du changement climatique et pour en informer scientifiquement le monde.

Les premiers rapports rendus en 1994 ont conduit à la création de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), la première convention internationale établissant les principes pour réduire les émissions des gaz à effet de serre. Pour limiter des conséquences terribles du changement climatique, la température ne peut pas dépasser le niveau préindustriel de plus de 2°C. Entre-temps, la CCNUCC est signée et ratifiée par quasiment tous les États membres des Nations Unies. L'objectif est de maintenir un équilibre entre les progrès économiques et l'écologie en accordant une attention particulière à la pauvreté et l'inégalité.

Au sein de la CCNUCC les négociations continuent pour parvenir à des accords concrets. Ces négociations ont lieu au cours des Conférences des Parties (COP).

La première COP a eu lieu à Kyoto en 1997 où le protocole de Kyoto est entré en vigueur. Les pays industrialisés ont prévu dans ce protocole de réduire pour 2012 les émissions de 6 gaz à effet de serre d'en moyenne 5,2% par rapport aux niveaux atteints en 1990. La richesse du pays et de ses émissions conditionnent les pourcentages de baisse à atteindre. Plusieurs manières peuvent être employées à cet effet (se référer au cadre « À vendre : de l'air cuit ? »).

La convention a été ratifiée par 55 pays, mais certains pays tels que les États-Unis et l'Australie ne l'ont toujours pas ratifiée.

## À vendre : de l'air cuit ?

Le protocole de Kyoto stipule que les réductions des émissions peuvent être atteintes de différentes manières. Viser une baisse des émissions et/ou des absorptions des gaz à effet de serre dans des forêts et d'autres écosystèmes est la solution la plus logique et la plus adaptée. Les pays industrialisés peuvent aussi acheter des droits d'émission ou prendre des mesures à l'étranger.

**Le marché des droits d'émission** : les pays qui ont déjà réalisé les objectifs fixés dans le protocole de Kyoto, peuvent vendre leur excédent de droits d'émission aux pays qui ont des difficultés à atteindre leur valeur cible.

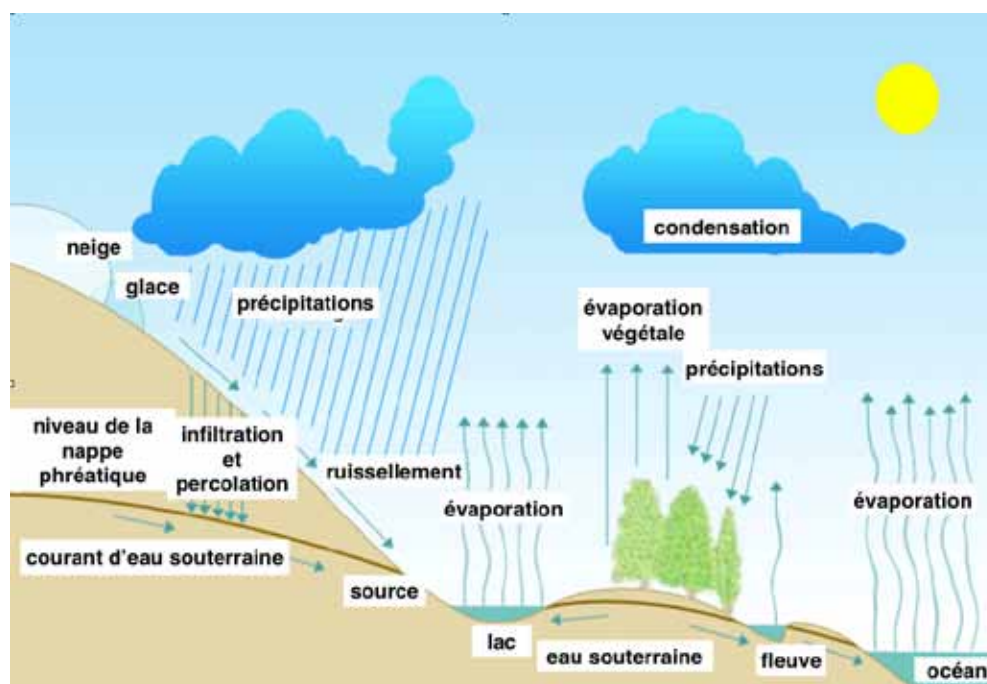
**Application Conjointe (Joint Implementation)** : si le rapport coût/efficacité est acceptable, les pays industrialisés peuvent investir dans des projets de réduction des émissions, mis en place chez leurs homologues.

**Mécanisme de Développement Propre ou MDP (Clean Development Mechanism ou CDM)** : les pays industrialisés peuvent investir dans des projets visant la réduction des émissions dans des pays en voie de développement. Ces mesures additionnelles doivent s'ajouter aux mesures en vigueur dans son propre pays.

Il semble que le MDP soit plus intéressé à atteindre les objectifs avec le moins de moyens possible que par un développement durable. Par le biais du MDP un énorme marché a été développé surtout dans des économies émergentes, telles que la Chine et l'Inde. Seulement une toute petite partie est attribuée à l'Afrique, qui en a pourtant vraiment besoin. Le marché des émissions est trop souvent utilisé comme solution de facilité.

Au lieu d'employer tous ces systèmes et de les utiliser à mauvais escient, il serait plus utile de chercher des solutions durables à long terme visant une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dans les pays développés.

## Le cycle de l'eau ...



Le cycle de l'eau.

Le « moteur » du cycle de l'eau est l'énergie solaire qui favorise l'évaporation de l'eau des océans, des mers, des rivières, des organismes et des sols. L'évapotranspiration est un élément important dans le cycle de l'eau. L'évaporation provient du sol, du feuillage et de l'eau de surface alors que la transpiration provient de l'émission de l'eau des plantes par les feuilles. Dans l'atmosphère supérieure, cette vapeur d'eau se transforme en nuages déplacés par les courants d'air. Lorsque la vapeur d'eau rencontre de l'air froid, elle produit de la condensation et se transforme en précipitations sous forme de pluie ou de neige. Une partie de l'eau qui s'écoule en surface, retourne vers les ruisseaux, les rivières et les canaux et donc vers la mer. Une autre partie s'infiltre dans le sol jusqu'à atteindre une couche non infiltrable. Les précipitations peuvent à leur tour s'évaporer ou être retenues par les plantes.

Environ 500.000 km<sup>3</sup> d'eau se transforment chaque année en nuages. La chaleur nécessaire à l'évaporation s'élève à environ 20% de la chaleur que le Soleil émet à la Terre. La vapeur d'eau qui se transforme en nuages dégage de la chaleur (latente) dans l'atmosphère et est une des causes du vent. La vapeur d'eau retenue comme gaz dans l'atmosphère est aussi un important gaz à effet de serre.

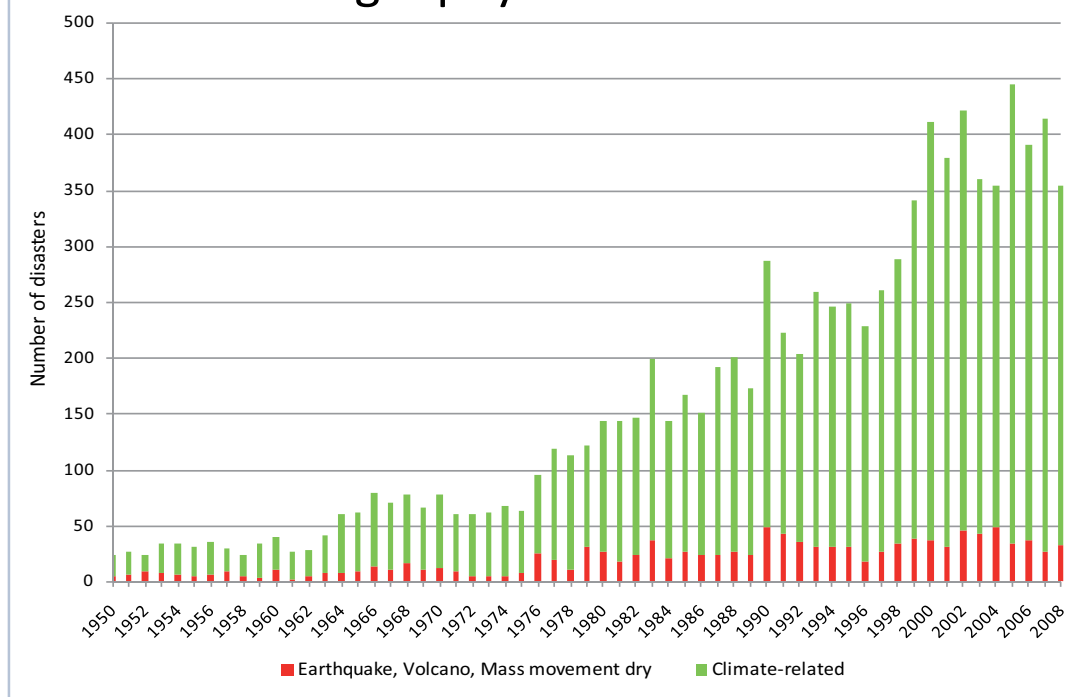
Chaque année, la quantité de précipitations qui tombe sur le continent s'élève environ à 42.700 km<sup>3</sup>. Ces précipitations ont une répartition géotemporelle inégale. La plupart des zones climatiques subissent de fortes précipitations en été. Dans d'autres parties du monde, il y a des saisons de pluie pendant lesquelles tombent jusqu'à 90% des précipitations annuelles en seulement 3 à 4 mois. Par ailleurs, dans certaines régions les années humides alternent avec les années sèches. Le climat et les systèmes d'eau douce sont donc liés par le cycle de l'eau.

## L'excès et le manque d'eau seront notre sort

Des températures élevées conduisent à davantage d'évaporation et donc à plus d'eau dans l'atmosphère : une hausse de 1°C de la température de la surface du sol mène à environ 3% d'évaporation en plus. Le cycle de l'eau est donc « attisé » ! Cela provoque des précipitations plus intenses, davantage d'ouragans et des périodes plus longues de sécheresse à d'autres endroits ou à d'autres périodes de la saison. C'est ainsi que l'on a noté deux fois plus d'inondations désastreuses en Belgique entre 1996 et 2005 qu'entre 1950 et 1980. Il y a aussi des périodes de sécheresse plus intenses et plus longues dans certaines régions (semi)-arides telles que l'Australie, la Corne de l'Afrique, le Sahel... Le recul des glaciers conduira à une baisse de la quantité des eaux de fonte dans les prochaines décennies mettant en danger l'approvisionnement en eau potable dans des régions montagneuses, telles que la cordillère des Andes.

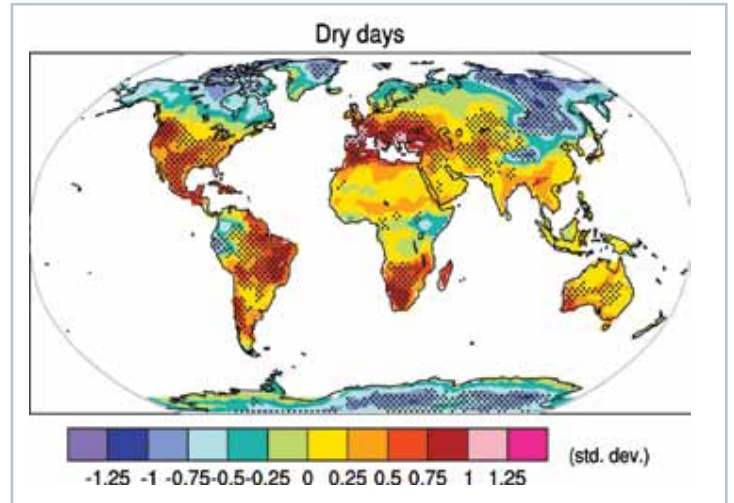
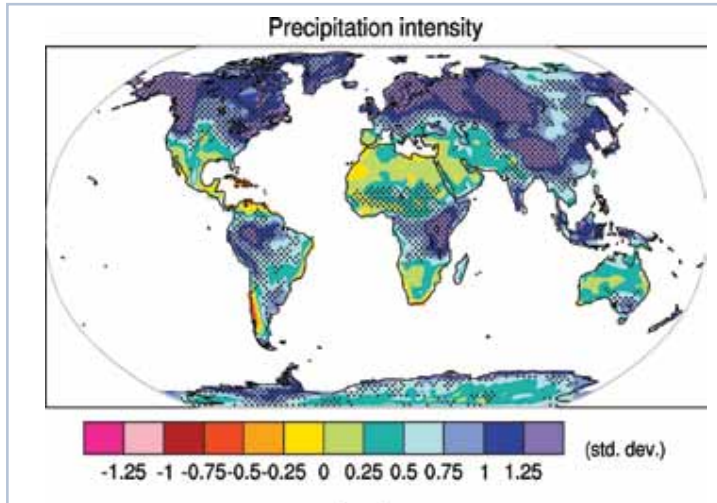
Le réchauffement climatique a une grande influence sur les problèmes relatifs à l'eau. Sous l'effet de la chaleur, l'eau se dilate et est responsable de l'élévation du niveau des eaux. L'élévation du niveau de la mer est également due à la fonte des glaces d'origine terrestre (glaciers, calottes glaciaires et neige couvrant le sol). Les 100 dernières années, le niveau de la mer est monté de 10 à 20 cm. Les régions tropicales sont plus sensibles et les pays en voie de développement sont plus vulnérables au changement climatique. En effet, il faut distinguer sensibilité de vulnérabilité. Les Pays-Bas sont plus sensibles que le Bangladesh aux conséquences du réchauffement planétaire causé par l'augmentation du niveau de la mer, mais sont moins vulnérables que le Bangladesh grâce à leur capacité d'adaptation et de résistance (pensez aux digues).

## Climate-related disasters compared to geophysical disasters



Désastres reliés au climat (Source : EM-DAT OFDA/CRED International Disaster Database).

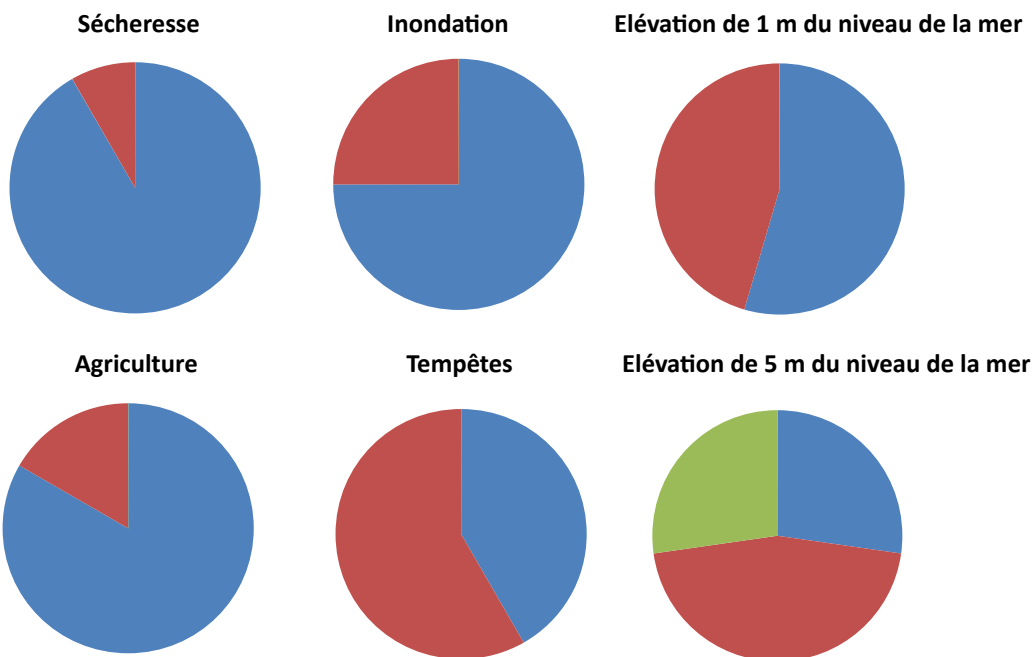
Le rapport rendu par le Centre climatique de la Croix-Rouge à La Haye montre qu'au niveau mondial les catastrophes hydrométéorologiques ont doublé entre 1990 et 2006. Les tempêtes, les ouragans, les typhons, les sécheresses, les mouvements de terrain sont des catastrophes hydrométéorologiques.



IPCC Technical paper VI - figure 2.9

Dans une étude technique réalisée par le GIEC sur les effets du changement climatique sur l'eau, les scientifiques indiquent une probabilité de hausse des précipitations et du nombre de jours sans pluie. D'après leurs estimations, le nombre de jours sans pluie augmenterait de 67% et l'intensité des précipitations croîtrait même de 90%.

**■ Faible revenu**   **■ Revenu moyen**   **■ Revenu élevé**



*Incidences estimées par groupe de pays.*

## Adaptation : la nécessité d'adaptation au changement



Ouregan Katrina.

Les conséquences du changement climatique se sentent déjà dans le monde entier. Nous devons nous y préparer et adapter notre cadre de vie.

Les changements ne seront pas identiques partout. À certains endroits il fera plus sec, à d'autres il y aura plus de pluie. Nous devons affronter des conditions climatiques extrêmes, telles que le passage d'ouragans dans certaines régions. La montée du niveau de la mer influencera surtout les régions de faible élévation, telles que le Bangladesh et certaines îles.



Inondations Bangladesh.

© Geert De Belder/Wereldmediaattheek

Les pays du Sud sont souvent davantage touchés et en plus, ils ont moins de facilités de s'adapter. Un rapport rendu par la CCNUCC stipule qu'il faudra entre 28 et 67 milliards de dollars pour financer des programmes d'adaptation dans les pays en voie de développement pour maintenir leurs possibilités de développement.

Il faut non seulement des programmes de développement et des actions spécifiques sur le terrain, mais également une politique adaptée. La CCNUCC dispose bien sûr de moyens destinés aux pays les moins avancés (les PMA) leur permettant de mettre en œuvre des plans spécifiques d'adaptation.

Ces plans, appelés Programme d'Action Nationale d'Adaptation (PANA), sont développés par les pays les moins avancés mêmes.

Un **PANA** définit les principales mesures d'adaptation et les confronte aux principaux objectifs de développement du pays.

Il faut tenir compte du développement durable, de la justice sociale, du sexe et de la flexibilité.



*Belgique, inondations à Ninove, octobre 2010. © DDS*



## Atténuation : réduction des émissions



Pour limiter les conséquences du changement climatique, la quantité de gaz à effet de serre présente dans l'atmosphère doit être réduite au maximum. Cela s'appelle l'atténuation, réalisable aussi bien par la réduction des émissions que par l'absorption des gaz à effet de serre par p.e. les forêts.

Ce sont les pays industrialisés qui seront principalement concernés par la réduction de leurs émissions. Leurs investissements et la technologie leur permettent de réussir le pari.

Les technologies neutres du point de vue du changement climatique doivent être directement mises en œuvre au cours des développements économiques dans les

pays émergents et les pays en voie de développement. Par ailleurs, les principaux écosystèmes servant au stockage de carbone, tels que la forêt tropicale humide, sont principalement situés dans le Sud. Les pays en voie de développement jouent donc un rôle primordial sur le plan de l'atténuation.

Pour cette raison, on développe également les Actions Nationales Appropriées d'Atténuation (ANAA).

Outre les systèmes actuels de réduction des émissions, prévus par le protocole de Kyoto, d'autres systèmes sont étudiés également. Le système de réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts appelé REDD (acronyme anglais de Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation) a été approuvé en 2010 au sommet de Cancún. Son objectif est de réduire la baisse de la capacité d'absorption causée par la déforestation dans les pays en voie de développement. L'idée de base est de mettre en place des paiements pour les services écosystémiques rendus par les forêts. Plusieurs sujets n'ont pas encore été clarifiés.

On œuvre déjà à la création de la REDD+ correspondant à la lutte contre la déforestation, à la gestion forestière durable et à l'augmentation des stocks de carbone dans les forêts. On veut étendre le système à l'Action pour promouvoir l'absorption de carbone à travers toute forme d'utilisation des terres, REALU (acronyme anglais de Reducing Emissions from All Land Uses) ou à la REDD++, tenant compte non seulement des forêts mais aussi de toutes les formes d'utilisation des terres pouvant stocker du carbone. Le principal défi pour tous ces systèmes réside aujourd'hui dans l'élaboration d'une méthode exhaustive de surveillance et d'évaluation.

## Gestion Intégrée des Ressources en Eau,...

L'objectif de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau est la gestion de la quantité et de la qualité de l'eau, de la vie dans et autour de l'eau, de la coordination de la gestion des terres et de l'eau tenant compte de tous les usagers, aujourd'hui et demain.

La gestion durable de l'eau, tenant compte de :

- la fonction de l'eau : agriculture, eau potable, activités industrielles, nature, écologie ;
- les usagers de l'eau ;
- les conséquences des actions sur tout le territoire ;
- la préservation de l'eau pour les générations futures.

La GIRE s'oriente vers la gestion d'un bassin versant qui est une région géographique naturelle drainée par un ou plusieurs cours d'eau et leurs affluents. Cela implique une analyse complète de la gestion de l'eau en concertation et collaboration avec des groupes d'intérêt locaux. Il peut s'agir de la création de modèles étudiant le niveau d'eau et les cours d'eau, du calcul de l'offre et de la demande en eau, de la protection des écosystèmes, d'une répartition équitable entre tous les usagers, du traitement de l'eau usée, de sa réutilisation...



La Gestion Intégrée des Ressources en Eau peut permettre d'éviter des conflits entre usagers, pays et régions concurrentiels et de les résoudre pour aboutir ainsi à une société plus durable.

Rwanda, passage d'eau de pluie vers puits perdu (PROTOS).

## ...une excellente méthode pour l'adaptation

Dans son rapport rendu en 2007, le GIEC stipule que la Gestion Intégrée des Ressources en Eau doit aider à déterminer et à exécuter des mesures d'adaptation pour pallier les conséquences négatives du réchauffement planétaire.

Les technologies d'adaptation permettent de diminuer la vulnérabilité ou d'améliorer la capacité d'adaptation d'un système naturel ou humain aux effets du changement climatique (CCNUCC, 2005).

Le changement climatique conduit à une vulnérabilité accrue de la population du Sud ayant un faible niveau de développement.

Malgré l'existence des PANA, de nombreux pays éprouvent des difficultés pour leur mise en place à cause d'un manque de moyens, retardant ainsi la réalisation de mesures d'adaptation. Un flux de connaissances et de moyens du Nord vers le Sud est donc nécessaire. Le développement doit se poursuivre dans un esprit orienté climat : énergie renouvelable (éolienne/solaire/hydraulique), transports publics, soutien et protection des forêts et des eaux, mais aussi l'utilisation durable de l'eau. Quelques exemples de technologies d'adaptation :

- zones côtières : « early warning systems », des systèmes d'alerte rapide et des systèmes d'évacuation, la construction de digues, l'amélioration des systèmes d'évacuation des eaux, la réparation de zones humides et marais, ...
- réserves d'eau : la construction de réservoirs, l'amélioration des systèmes d'alerte pour les inondations, ...
- agriculture : la recherche et le développement de cultures résistant à la chaleur, le contrôle de l'érosion, les systèmes d'irrigation, ...
- santé : éducation relative à la santé, apprendre à faire bouillir de l'eau, l'amélioration de la gestion de l'eau et des conditions d'hygiène, ...

Il est important d'impliquer la population locale car elle peut transmettre ses connaissances et ses expériences en matière de gestion de l'eau dans une région spécifique : il peut s'agir de zones inondables ou sensibles aux sécheresses. Ou transmettre la connaissance d'anciennes races de cultures résistant davantage à la chaleur. En effet, leurs expériences sont très riches.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau impliquant la participation de la population locale permettra aux locaux de gérer eux-mêmes une grande partie de ces systèmes et d'intervenir aussi lorsque l'offre et la demande en eau varient sous l'influence du changement climatique.

*Source : Technologies for adaptation to climate change. 2006.  
Climate change secretariat (UNFCCC), Bonn, Germany.*

## Conclusion : que devons-nous faire ?

Le changement climatique conduit dans le Sud à une vulnérabilité accrue de la population avec un faible niveau de développement.

Il est de la responsabilité des pays développés et des pays émergents de soutenir les pays en voie de développement.

Premièrement, il est nécessaire d'aider les pays en voie de développement à s'adapter aux conséquences d'ores et déjà réelles du réchauffement planétaire à travers la transmission de connaissances et de technologies, mais également par l'aide financière nécessaire à l'exécution de leurs propres plans d'adaptation.

Deuxièmement, les pays développés et les pays émergents doivent aider les pays en voie de développement à passer directement à l'approvisionnement énergétique renouvelable afin d'aboutir au développement durable.

Il n'est pas souhaitable que les pays émergents copient notre modèle.

Étant donné que les 0,7% du PNB des pays riches, promis depuis longtemps, sont nécessaires pour atteindre les Objectifs Millénaires pour le Développement, l'aide financière destinée aux plans climatiques du Sud doit être complémentaire.

Il est primordial pour les pays du Nord de passer à une production, à une consommation et à un cadre de vie durables et sans carbone.

“En réalisant une réduction des émissions de gaz à effet de serre, les pays industrialisés se solidarisent véritablement avec les pays en voie de développement”

## Abréviations et explications

Adaptation : façon dont les peuples s'adaptent aux conséquences du changement climatique.

Additionnalité : des mesures ajoutées aux mesures existantes.

ANAA : Action Nationale Appropriée d'Atténuation : un programme visant la réduction des émissions dans un pays.

Application Conjointe (JI : Joint Implementation) : un mécanisme permettant à un pays d'acheter des réductions d'émission à un autre pays.

Atténuation : mesures visant à réduire les émissions des gaz à effet de serre.

CCNUCC : la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques : la Convention onusienne visant la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

Chaleur latente : énergie nécessaire pour faire évaporer une certaine quantité d'eau ; cette énergie se libère pendant la condensation.

COP : Conference of Parties (Conférence des Parties) : un organe de décision au sein de la convention sur le climat réunissant toutes les parties pour analyser les progrès réalisés et contrôler le respect de certains accords.

Early warning system : système d'alerte rapide, ensemble de systèmes utilisé pour alerter sur le changement climatique, par exemple, la mesure de gaz méthane en zone arctique ou la prévision d'ouragans.

GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat : une organisation créée par les Nations Unies pour évaluer scientifiquement les risques liés au changement climatique. Cette organisation est composée d'universités, de centres de recherche, d'organisations environnementales.

Kyoto : la Convention de Kyoto (1997) a été établie lors de la COP à Kyoto (au Japon) et règle la réduction des émissions des gaz à effet de serre d'un groupe de pays.

MDP : Mécanisme de Développement Propre : les pays industrialisés peuvent investir dans des projets orientés climat dans des pays en voie de développement comme alternative pour la réduction des émissions dans leur propre pays.

Le Nord : les pays industrialisés, le riche Occident.

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement (au total 8) qui doivent être atteints pour 2015 visant à diminuer de moitié la pauvreté dans le monde par rapport aux chiffres atteints en 1990.

PANA : Programme d'Action Nationale d'Adaptation : un programme destiné aux pays les moins avancés établissant les activités/processus nécessaires aux adaptations suite au changement climatique.

Pays émergents : des pays avec une forte économie croissante, tels que le Brésil, l'Inde, la Chine.

Permafrost : par exemple le marais gelé s'étendant sur toute la toundra sibérienne.

PMA : les Pays les Moins Avancés.

PNB : Produit National Brut : la valeur des biens et services réalisée par un pays en un an.

Ratifié : une convention signée par un pays doit par la suite être approuvée par son gouvernement.

REALU : Reducing Emissions from All Land Uses : action pour promouvoir l'absorption de carbone à travers toute forme d'utilisation des terres.

REDD : Reducing Emissions from Deforestation and forest Degradation. Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement.

Le Sud : les pays en voie de développement.

## Lecture conseillée

Brochure Climat, Eau et Développement, 68 p., PROTOS septembre 2008.

Climate Change and Water, IPCC technical paper VI june 2008.

## Documentaire

De plein fouet. Le climat vu du Sud. Wereldmediatheek, 2009, 53 min.

avec le soutien de

**LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be**

